



BANQUE CENTRALE DU CONGO

NOTE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE

Numéro 10.3/2021, semaine du 18 au 22 octobre 2021

CONJONCTURE ECONOMIQUE EN BREF

Résumé

La conjoncture économique reste marquée par le redressement de l'activité, aussi bien au niveau mondial que régional et national.

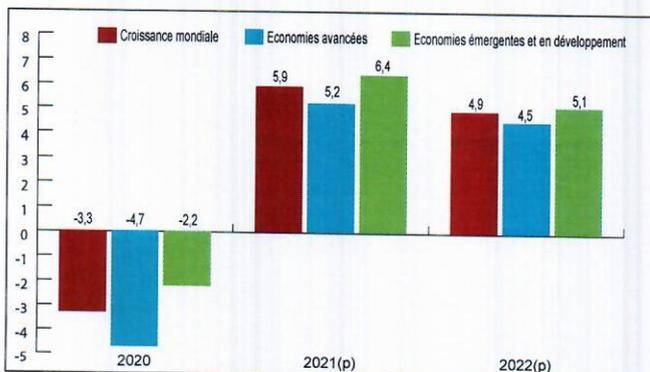
Au plan international, l'activité économique devrait progresser de 5,9 % en 2021, soit une légère révision à la baisse par rapport aux prévisions initiales de juillet dernier. Cette révision à la baisse tient principalement des effets négatifs de la pandémie dans certains pays confrontés aux ruptures d'approvisionnements. Toutefois, cette croissance reste tirée par le dynamisme des économies avancées, lesquelles devraient retrouver leur trajectoire d'avant crise en 2022 et la dépasser en 2024. Les pays émergents et en développement, excepté la Chine, devraient enregistrer une croissance inférieure à 5,5 % en 2024. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance devrait se situer à 3,7 % en 2021 et 3,8 % en 2022.

Au plan national, un rebond de l'activité est attendu en 2021, après le ralentissement en 2020, sous l'impulsion de la reprise de la demande mondiale, attestée par l'amélioration du volume des échanges. Aussi, le Gouvernement est appelé à préserver les acquis de la stabilité macroéconomique actuelle, accélérer les réformes retenues dans le cadre du programme avec le FMI, en vue de garantir une croissance inclusive et durable.

I. Contexte International

- Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, le FMI table sur une croissance de 5,9 % en 2021, après une récession de 3,3 % en 2020. Ce regain de l'activité serait impulsé par la vigueur des économies avancées et certains pays émergents, dont la Chine. Dans les économies en développement, la reprise serait lente en raison principalement des contraintes liées aux ressources budgétaires limitées pour financer la relance économique.

Graphique 1. Evolution de la croissance économique mondiale (en %)



- Par ailleurs, selon les perspectives économiques pour l'Afrique Subsaharienne, le FMI indique que la croissance de la région devrait progresser en moyenne de 3,7 % en 2021 et

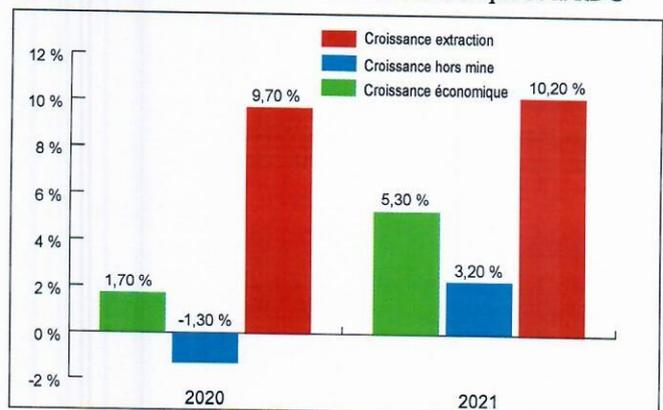
3,8 % en 2022. A cet effet, le FMI appelle au renforcement de la coopération internationale tant en matière de la vaccination que de financement de la relance, afin de favoriser une reprise rapide, résiliente, partagée et respectueuse de l'environnement, compte tenu des défis climatiques actuels.

II. Contexte Intérieur

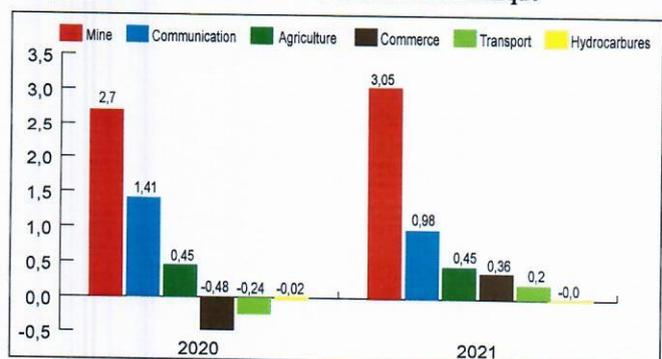
2.1. Secteur réel

- Sur base des réalisations de la production à fin juin 2021, la croissance économique s'établirait à 5,3 % en 2021 contre 1,7 % en 2020. Elle sera tirée principalement par le secteur minier.

Graphique 2. Evolution de la croissance économique de la RDC



Graphique 3. Contribution à la croissance économique



- Après quatre semaines consécutives de hausse, le taux d'inflation hebdomadaire a légèrement baissé à la troisième semaine du mois d'octobre courant, se situant à 0,094 % contre 0,106 % la semaine précédente.
- En cumul annuel, l'inflation est ressortie à 3,69 % contre 14,32 % à la période correspondante de 2020.

Tableau 1. Comportement de l'inflation

	2021			
	Septembre	Octobre		
	5 ^{ème} sem.	1 ^{ère} sem.	2 ^{ème} sem.	3 ^{ème} sem.
Hebdomadaire	0,070 %	0,088 %	0,106 %	0,094 %
Mensuel	0,30 %	-	-	-
En cumul annuel	3,39 %	3,48 %	3,59 %	3,69 %
En annualisé	4,55 %	4,55 %	4,58 %	4,59 %
En glissement annuel	5,03 %	5,03 %	4,99 %	5,00 %

Source: BCC

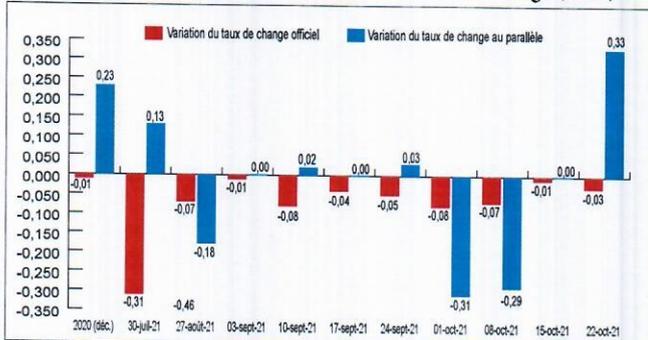
2.2. Opérations financières de l'Etat

- Au cours de la semaine sous examen, le Trésor demeure excédentaire à la suite des performances réalisées au cours des échéances fiscales antérieures, attestées par une amélioration de la mobilisation des ressources intérieurs. Toutefois, le mois d'octobre courant, reste caractérisé par une forte pression des dépenses publiques.

2.3. Secteur extérieur

- Le marché de changes demeure globalement stable, consécutivement à l'évolution favorable de la conjoncture extérieure ainsi que de la bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire.
- Au 22 octobre 2021, le taux de change officiel s'est établi à 1.997,92 CDF le dollar américain, soit une légère dépréciation hebdomadaire de 0,03 %. Par contre, sur le marché parallèle, il a été observé une légère appréciation de la monnaie nationale de 0,33 %, situant le taux de change vendeur à 2.043,33 CDF le dollar américain.

Graphique 4. Variation hebdomadaire du taux de change (en %)



- En cumul annuel, le franc congolais n'a connu qu'une dépréciation de 1,31 % à l'indicatif et de 0,95 % au parallèle contre une dépréciation 14,78 % et 14,74 % à la période correspondante de 2020.

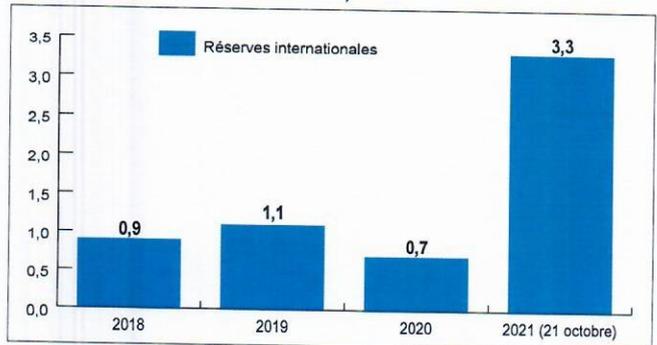
Tableau 2. Evolution hebdomadaire du taux de change nominal

	Taux officiel	Taux parallèle
2020 (déc.)	1978,81	2025,00
30-juil-21	1994,68	2024,00
27-août-21	1990,52	2038,67
03-sept-21	1990,75	2038,67
10-sept-21	1992,41	2038,33
17-sept-21	1993,12	2038,33
24-sept-21	1994,13	2037,67
01-oct-21	1995,69	2044,00
08-oct-21	1997,08	2050,00
15-oct-21	1997,24	2050,00
22-oct-21	1997,92	2043,33

Source: BCC

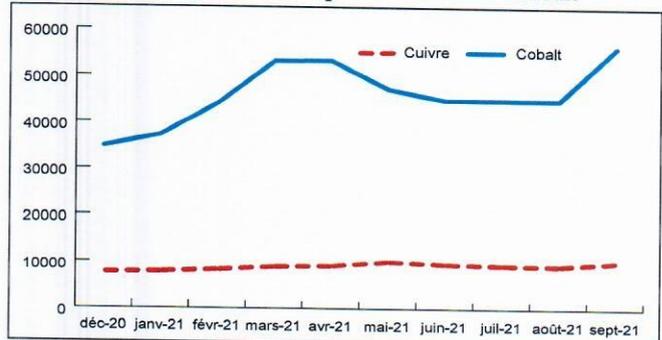
- Les réserves de change se sont établies à 3,3 milliards de USD au 21 octobre 2021. Ce niveau, qui correspond à 3 mois d'importations de biens et services, tient aux achats de devises sur le marché de change par la BCC, aux encaissements au titre de la Facilité Elargie du Crédit (FEC), ainsi qu'à l'allocation générale de DTS du FMI.

Graphique 5. Evolution des réserves internationales (en milliards de USD)



- Au 21 octobre 2021, les cours mondiaux de principaux produits exportés par la RDC sont restés globalement favorables.

Graphique 6. Comportement de prix du cuivre et du cobalt



III. Risques et Recommandations

3.1. Facteurs de risque

En dépit de la stabilité observée, l'économie nationale demeure exposée à certains risques d'origine externe et interne.

- **Au plan externe**
 - La faible couverture vaccinale dans les pays en développement pourrait influencer négativement sur la demande et la trajectoire de la croissance mondiale.
- **Au plan interne**
 - Le faible taux de couverture vaccinale, lié principalement à la disponibilité des vaccins et à la réticence de la population;
 - Les pressions sur la demande intérieure qui caractérisent historiquement le dernier trimestre de l'année marquée par les préparatifs des festivités de fin d'année;
 - Le risque d'inflation importée via la hausse des prix mondiaux des produits énergétiques (pétrole).

3.2. Recommandations

- Maintien de la coordination des politiques budgétaire et monétaire;
- Mise en application continue du pacte de stabilité;
- Suivi rapproché des facteurs de liquidité;
- Mise en œuvre des réformes retenues dans le cadre du programme avec le FMI. ■